



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO

Culture - Adhésion à Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux et à la Fédération européenne des cités napoléoniennes - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Sites et cités remarquables de France, l'association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux, développe une action globale, politique et technique, urbanistique et économique, sociale et culturelle au sein de commissions thématiques, d'ateliers, de rencontres et de missions d'étude à l'échelon national, européen et international, dans les domaines de la protection et de la valorisation du patrimoine.

Forte de son secteur sauvegardé approuvé le 1^{er} septembre 1977 par décret en Conseil d'Etat, et révisé en novembre 2016, et de ses 3 aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine validées par délibération du Conseil de Métropole en date du 29 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole remplit toutes les conditions pour adhérer à cette association.

De plus, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une démarche de labellisation au titre des villes et pays d'art et d'histoire.

En qualité de membre de l'association, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiera de documents édités par Sites et cités remarquables de France (lettres d'information, actes et dossiers de séminaires), de formations et séminaires et de dispositifs d'accompagnement de projets.

Elle aura également la possibilité de participer aux échanges d'expériences des collectivités françaises et internationales, aux groupes de travail techniques avec des experts, aux rencontres de partenaires, et à un réseau structuré pouvant porter ses interrogations et attentes auprès des ministères et des assemblées parlementaires.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association s'élève à **4 800 euros**.

Il est par ailleurs également proposé d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à **la Fédération européenne des cités napoléoniennes**, association créée en 2004 à l'initiative de Charles Bonaparte, aîné de la dernière branche vivante des Bonaparte.

Cette association regroupe une cinquantaine de villes au travers de toute l'Europe (Ajaccio, Iéna, Waterloo, Austerlitz, etc.) et représente un réseau qui s'étend de l'Espagne à la Russie et de l'Egypte à la Pologne. Elle œuvre à la connaissance et à la reconnaissance d'une part, de l'héritage et de l'influence de la période napoléonienne dans la construction de l'Europe contemporaine, et d'autre part, de l'étendue de l'histoire napoléonienne et ses profondes implications liées aux différentes perceptions par les nations.

Les liens existants entre le territoire de la Métropole et Napoléon sont nombreux. D'imminents personnages qui ont marqué la vie de l'empereur Napoléon ont vécu à Montpellier et ses alentours : Charles-Marie Bonaparte, Jean-Jacques Régis de Cambacérès, Albine de Montholon, Jean-Antoine Chaptal.

Charles-Marie Bonaparte, père de l'empereur Napoléon I^{er} et grand-père de Napoléon III a vécu à Juvignac pour s'y faire soigner auprès de la source d'eau chaude de Fontcaude. Il meurt à Montpellier le 24 février 1785 et sera inhumé dans l'église du couvent des cordeliers (actuel Rockstore, rue de Verdun) jusqu'au 24 mai 1803.

Jean-Jacques Régis de Cambacérès, un des rédacteurs du Code civil, devenu duc de Parme, deuxième consul, puis archichancelier de l'Empire, est né à Montpellier, place Chabaneau, le 18 octobre 1753. Il conseilla efficacement Napoléon et assumait à plusieurs reprises l'intérim du pouvoir. En 1791, pour avoir une résidence dans sa région natale, Jean-Jacques Régis de Cambacérès se porta acquéreur d'un vaste domaine à Saint-Drézéry, propriété du chapitre de la cathédrale de Montpellier.

Statutairement, la Fédération européenne des cités napoléoniennes a pour but de rassembler des cités européennes, sites, communes, intercommunalité dont l'histoire a été marquée par l'influence napoléonienne autour des trois orientations suivantes :

- favoriser les échanges par l'organisation de rencontres, de colloques, de publications en relation avec les universités, les institutions culturelles et les associations d'histoire ;

- promouvoir et soutenir les actions de conservation et de restauration du patrimoine de l'époque napoléonienne (objets, œuvres d'art, monuments, habitat privé, sites...) ;
- développer les actions d'animation et de valorisation du patrimoine à travers la réalisation d'expositions, de manifestations artistiques et culturelles, de circuits de découvertes notamment dans le cadre d'échanges touristique, scolaire ou universitaire.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association s'élève à **3 091 euros**.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux et à la Fédération européenne des cités napoléoniennes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78280-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.